

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

F. 87 — 1735

11 SEPTEMBRE 1987. — Arrêté royal portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la Commission pour l'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence, instituée par l'article 30 de la loi du 1er août 1985 portant des mesures fiscales et autres

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 1er août 1985 portant des mesures fiscales et autres, notamment l'article 30;

Vu l'arrêté royal du 18 décembre 1986 relatif à la Commission pour l'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence, notamment l'article 4;

Vu la délibération de la Commission pour l'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence du 21 mai 1987;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le règlement d'ordre intérieur de la Commission pour l'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence, repris en annexe, est approuvé.

Art. 2. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 11 septembre 1987.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Pour le Ministre de la Justice, absent :
Le Ministre de l'Education nationale,

A. DUQUESNE

Annexe

Commission pour l'aide aux victimes
d'actes intentionnels de violence

Règlement d'ordre intérieur

Article 1^{er}. La Commission pour l'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence a son siège au Ministère de la Justice, place Poelaert 3, à 1000 Bruxelles, où est également établi son secrétariat.

Celui-ci, situé au cinquième étage dudit Ministère (local 506 b), est accessible au public tous les jours ouvrables de 9 à 12 heures et de 14 à 16 heures. (Tél. 02/511 42 00, ext. 352).

Art. 2. Les demandes d'aide principale, provisionnelle ou complémentaire ainsi que les demandes d'avis visées à l'article 39 de la loi du 1er août 1985, établies conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 18 décembre 1986, doivent être déposées au secrétariat de la Commission ou lui être adressées dans les formes prescrites par ledit arrêté royal.

Toute remise de pièces au secrétariat est accompagnée d'un inventaire dressé par le déposant, ou à défaut, par le secrétaire ou l'employé qui les reçoit. Chaque inventaire est paraphé par ces derniers

Art. 3. Le secrétariat garde les minutes, registres et tous les actes afférents au fonctionnement de la Commission. Il tient notamment le rôle général de toutes les affaires et le registre des délibérations de la Commission

Art. 4. Toutes les demandes sont inscrites au rôle général à la date et dans l'ordre de leur réception au secrétariat.

Art. 5. Chaque inscription, rédigée dans la langue de la demande, mentionne

1^o le numéro d'ordre sous lequel l'inscription a été effectuée au rôle,

2^o la date de la réception de la demande au secrétariat;

MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 87 — 1735

11 SEPTEMBER 1987. — Koninklijk besluit tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Commissie voor hulp aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden, ingesteld bij artikel 30 van de wet van 1 augustus 1985 houdende fiscale en andere bepalingen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 1 augustus 1985 houdende fiscale en andere bepalingen, inzonderheid op artikel 30;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 december 1986 betreffende de Commissie voor hulp aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op de beraadslaging van de Commissie voor hulp aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden van 21 mei 1987;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het als bijlage overgenomen huishoudelijk reglement van de Commissie voor hulp aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden wordt goedgekeurd.

Art. 2. Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 11 september 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

Voor de Minister van Justitie, afwezig :
De Minister van Onderwijs,

A. DUQUESNE

Bijlage

Commissie voor hulp aan slachtoffers
van opzettelijke gewelddaden

Huishoudelijk reglement

Artikel 1. De Commissie voor hulp aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden heeft haar zetel in het Ministerie van Justitie, Poelaertplein 3, te 1000 Brussel, waar eveneens haar secretariaat is gevestigd.

Dit is gelegen op de vijfde verdieping van dit Ministerie (lokaal 506 b), en is toegankelijk voor het publiek op alle werkdagen van 9 tot 12 uur en van 14 tot 16 uur. (Tel. 02/511 42 00, toestel 352).

Art. 2. De aanvragen tot toekenning van een hulp, van een voorshot of van een bijkomende hulp, alsook de verzoeken om advies bedoeld in artikel 39 van de wet van 1 augustus 1985, opgesteld overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 18 december 1986, moeten ingediend worden bij het secretariaat van de Commissie of aan dit secretariaat toegezonden worden in de door dit koninklijk besluit voorgeschreven vorm.

Bij alle op het secretariaat afgegeven stukken wordt een inventaris gevoegd, opgemaakt door diegene die ze afgeeft of, bij zijn ontstentenis, door de secretaris of de beambte die de stukken in ontvangst neemt. Elke inventaris wordt door laatstgenoemden gekorttekend.

Art. 3. Het secretariaat houdt de minuten, registers en alle akten bij die de werking van de Commissie betreffen. Het houdt onder meer de algemene rol van alle zaken en het register van de beraadslagingen van de Commissie.

Art. 4. Alle aanvragen worden ingeschreven op de algemene rol op de datum en in de volgorde van ontvangst op het secretariaat.

Art. 5. Elke inschrijving, opgesteld in de taal van de aanvraag, vermeldt :

1^o het ordernummer van de inschrijving op de rol;

2^o de datum van ontvangst van de aanvraag op het secretariaat;

3° l'identité et le domicile effectif ou élu du requérant et ceux de ses représentants légaux;

4° la date et le lieu où l'acte intentionnel de violence a été commis;

5° s'il s'agit d'une demande d'avis fondée sur l'article 39 de la loi, la date de la décision qui a alloué l'aide et la chambre qui a rendu cette décision;

6° la chambre à laquelle l'affaire est distribuée et la date de cette distribution.

Art. 6. Aussitôt qu'il a été procédé à l'inscription au rôle général, le secrétariat transmet une copie de la demande au président de la Commission.

Art. 7. Le registre des délibérations de la Commission comporte les minutes de toutes les décisions de la Commission qui statuent sur les demandes dont elle est saisie.

Elles sont classées par ordre chronologique à l'exception des minutes des décisions interprétatives qui sont annexées à la minute de la décision interprétée.

Art. 8. La Commission est divisée en deux chambres, chacune composée, outre le magistrat qui la préside, d'un avocat et d'un fonctionnaire.

La première chambre est présidée par le président de la Commission; la seconde chambre est présidée par le vice-président de la Commission.

Art. 9. Le président de la Commission répartit les membres et les membres suppléants de la Commission entre les deux chambres après avoir pris l'avis du vice-président.

Art. 10. La première chambre connaît :

1° des requêtes tendant à l'octroi d'une aide principale et/ou provisionnelle, formulées en langue néerlandaise;

2° des requêtes tendant à l'octroi d'un complément à l'aide qu'elle a attribuée précédemment;

3° des demandes d'avis visées à l'article 39 de la loi du 1er août 1985, lorsqu'elle a statué sur l'aide dont l'Etat projette d'exiger le remboursement total ou partiel.

La première chambre peut, en outre, connaître des demandes introduites en langue allemande si un de ses membres peut justifier de la connaissance suffisante de cette langue.

Art. 11. La seconde chambre connaît :

1° des requêtes tendant à l'octroi d'une aide principale et/ou provisionnelle, formulées en langue française;

2° des requêtes tendant à l'octroi d'un complément à l'aide qu'elle a attribuée précédemment;

3° des demandes d'avis visées à l'article 39 de la loi du 1er août 1985, lorsqu'elle a statué sur l'aide dont l'Etat projette d'exiger le remboursement total ou partiel.

La seconde chambre connaît en outre des demandes introduites en langue allemande si un de ses membres au moins peut justifier de la connaissance suffisante de cette langue.

Art. 12. Dès que le dossier d'une demande d'aide est constitué, le président de la Commission détermine, en application des articles 10 et 11 du présent règlement, la chambre à laquelle l'affaire est distribuée, à moins qu'il n'estime que, pour assurer l'unité de la jurisprudence, une affaire doit être traitée en chambres réunies. Dans ce cas il la renvoie à celles-ci.

Art. 13. Les chambres tiennent audience comme suit :

— la première chambre : le premier et le troisième jeudi de chaque mois;

— la seconde chambre : le deuxième et le quatrième jeudi de chaque mois.

Les chambres réunies tiennent audience sur convocation du président de la Commission. Les audiences débutent en principe à 15 heures.

Art. 14. Les chambres peuvent, selon les besoins du service, tenir des audiences extraordinaires dont elles fixent elles-mêmes les jours et heures, avec l'accord du président de la Commission.

Art. 15. Le président de la Commission peut, en outre, après avoir pris l'avis du vice-président :

1° décider de faire tenir par les chambres, des audiences supplémentaires dont il fixe les jours et heures;

2° modifier temporairement la composition ou les attributions des chambres ainsi que les dates auxquelles elles tiennent audience.

Les minutes de ces décisions sont tenues par le secrétariat.

3° de identiteit en de werkelijke of de gekozen woonst van de verzoeker en deze van zijn wettige vertegenwoordigers;

4° de datum van de opzettelijke gewelddaad en de plaats waar zij werd gepleegd;

5° indien het een verzoek om advies betreft, op grond van artikel 39 van de wet, de datum van de beslissing waarbij de hulp is toegekend en de kamer die deze beslissing heeft uitgesproken;

6° de kamer aan dewelke de zaak werd toegewezen en de datum van die toewijzing.

Art. 6. Zodra de inschrijving op de algemene rol werd gedaan deelt het secretariaat een afschrift van de aanvraag mede aan de voorzitter van de Commissie.

Art. 7. Het register van de beraadslagingen bestaat uit de minuten van alle beslissingen van de Commissie die uitspraak doen over de aanvragen die bij haar worden aanhangig gemaakt.

Zij worden gerangschikt naar chronologische volgorde behalve de minuten van uitleggende beslissingen die gehecht worden aan de minuut van de uitgelegde beslissing.

Art. 8. De Commissie is ingedeeld in twee kamers, elk bestaande, behalve de magistraat die haar voorzitterschap waarneemt, uit een advocaat en een ambtenaar.

De eerste kamer wordt voorgezeten door de voorzitter van de Commissie; de tweede door de ondervoorzitter van deze Commissie

Art. 9. De voorzitter van de Commissie verdeelt de leden en plaatsvervangende leden van de Commissie over de twee kamers na het advies van de ondervoorzitter te hebben ingewonnen.

Art. 10. De eerste kamer neemt kennis :

1° van de verzoekschriften tot toekenning van een hoofdhulp en/of van een voorschot, die in de Nederlandse taal zijn ingediend;

2° van de verzoekschriften tot toekenning van een hulp ter aanvulling van deze die zij reeds voorheen heeft toegekend;

3° van de verzoeken om advies als bedoeld in artikel 39 van de wet van 1 augustus 1985, wanneer zij uitspraak heeft gedaan over de hulp waarvan de Staat voornemens is de volledige of gedeeltelijke terugbetaling te vorderen.

Bovendien kan de eerste kamer kennis nemen van de in de Duitse taal ingediende aanvragen op voorwaarde dat een van haar leden het bewijs kan leveren van een voldoende kennis van die taal.

Art. 11. De tweede kamer neemt kennis :

1° van de verzoekschriften tot toekenning van een hoofdhulp en/of een voorschot, die in de Franse taal zijn ingediend;

2° van de verzoekschriften tot toekenning van een hulp ter aanvulling van deze die zij reeds voorheen heeft toegekend;

3° van de verzoeken om advies als bedoeld in artikel 39 van de wet van 1 augustus 1985, wanneer zij uitspraak heeft gedaan over de hulp waarvan de Staat voornemens is de volledige of gedeeltelijke terugbetaling te vorderen.

Bovendien neemt de tweede kamer kennis van de in de Duitse taal ingediende aanvragen op voorwaarde dat ten minste één lid het bewijs kan leveren van een voldoende kennis van die taal.

Art. 12. Zodra het dossier betreffende een aanvraag tot toekenning van hulp aangelegd is, bepaalt de voorzitter van de Commissie overeenkomstig de artikelen 10 en 11 van onderhavig reglement, de kamer aan welke de zaak wordt toegewezen, tenzij hij van oordeel is dat, om de eenheid van de rechtspraak te verzekeren, een zaak in verenigde kamers moet worden behandeld, in welk geval hij ze daarnaar verwijst.

Art. 13. De kamers houden zitting als volgt :

— de eerste kamer : de eerste en de derde donderdag van elke maand;

— de tweede kamer : de tweede en de vierde donderdag van elke maand.

De verenigde kamers houden zitting wanneer de voorzitter van de Commissie ze bijeenroept. In principe vangen de zittingen aan te 15 uur.

Art. 14. Wanneer de dienst het vereist, kunnen de kamers buitengewone zittingen houden waarvan zij zelf dag en uur bepalen, met het akkoord van de voorzitter van de Commissie

Art. 15. Bovendien kan de voorzitter van de Commissie, na het advies van de ondervoorzitter te hebben ingewonnen

1° beslissen dat de kamers bijkomende zittingen zullen houden op door hem vastgestelde dagen en uren;

2° tijdelijk de samenstelling of de attributies van de kamers wijzigen alsook de data waarop zij zitting houden

De minuten van deze beslissingen worden bijgehouden door het secretariaat.

Art. 16. Le secrétaire de chaque chambre tient, par extrait du rôle général, un rôle particulier des affaires distribuées à la chambre à laquelle il est attaché.

Il est de surcroît fait mention au rôle particulier des décisions intervenues et de leur date.

Art. 17. Pour chaque affaire, le secrétariat tient à jour l'inventaire comportant les indications figurant au rôle particulier ainsi que la date d'accomplissement de tous les actes de procédure, dépôts et notifications. Cet inventaire repose au dossier de chaque affaire.

Art. 18. Le président de la chambre dirige et clôt les débats. Il assure la police de l'audience.

Art. 19. Les demandes de remise doivent être motivées et adressées au président de la chambre cinq jours avant l'audience.

Le président statue sur ces demandes et, s'il y fait droit, les parties en sont avisées par le secrétariat.

Art. 20. Le secrétaire établit pour chaque affaire et par audience une feuille d'audience qu'il verse au dossier.

Cette feuille d'audience mentionne :

- a) la référence du dossier;
- b) l'identité de la partie requérante;
- c) le nom et la qualité du président, des membres et du secrétaire qui étaient présents;
- d) si la partie requérante a comparu et, le cas échéant, l'identité et la qualité des personnes qui l'ont assistée ou représentée;
- e) s'il a été déposé des mémoires, notes ou pièces;
- f) l'identité d'autres personnes qui auraient été convoquées ou entendues par la chambre et, le cas échéant, les déclarations de ces personnes;
- g) la nature de la décision rendue.

La feuille d'audience est signée par le président et par le secrétaire.

Art. 21. Lorsqu'il s'agit des demandes d'avis visées à l'article 39 de la loi du 1er août 1985, le secrétariat, après les avoir inscrites au rôle général conformément aux articles 4 et 5 du présent règlement, procède aux notifications prévues à l'article 55 de l'arrêté royal du 18 décembre 1986.

Il notifie également aux autres parties toute pièce déposée ultérieurement par l'une des parties.

Le secrétariat complète le dossier, le cas échéant. Le dossier étant constitué, le secrétariat le transmet au président de la Commission en vue de sa distribution à l'une des deux chambres.

Le président de la chambre désigne un rapporteur au sein de celle-ci. Le rapporteur est chargé d'instruire le dossier et de faire rapport à la chambre. Il a les mêmes pouvoirs d'investigation que pour l'instruction des demandes d'aide.

Art. 22. Le présent règlement d'ordre intérieur a été établi le 21 mai 1987 par la Commission, siégeant en chambres réunies, conformément à l'article 4, alinéa 1er de l'arrêté royal du 18 décembre 1986.

Art. 16. Op grond van de uittreksels van de algemene rol houdt de secretaris van elke kamer een bijzondere rol van de zaken die worden toegewezen aan de kamer waaraan hij gehecht is.

In deze bijzondere rol wordt bovendien melding gemaakt van de tussengekomen beslissingen en van hun datum.

Art. 17. Voor elke zaak houdt het secretariaat de inventaris van de vermeldingen die in de bijzondere rol voorkomen alsmede de datum waarop alle rechtsplegingsakten, neerleggingen en betekeningen worden verricht. Die inventaris wordt gerangschikt in het dossier van elke zaak.

Art. 18. De voorzitter van de kamer leidt en sluit de debatten. Hij verzekert de orde tijdens de zitting.

Art. 19. De vragen om uitstel van de zaak moeten met redenen worden omkleed en minstens vijf dagen vóór de zitting worden toegezonden aan de voorzitter van de kamer.

De voorzitter beslist over deze aanvragen en indien hij erop ingaat, worden de partijen ervan op de hoogte gebracht door het secretariaat.

Art. 20. De secretaris stelt op elke zitting, voor elke zaak een zittingsblad op, dat hij bij het dossier voegt.

Dit zittingsblad vermeldt :

- a) de referentie van het dossier;
- b) de identiteit van de verzoekende partij;
- c) de naam en de hoedanigheid van de voorzitter, de leden en de secretaris die aanwezig waren;
- d) of de verzoekende partij verschenen is, en in voorkomend geval, de identiteit en de hoedanigheid van de personen die haar bijgestaan of vertegenwoordigd hebben;
- e) of memories, nota's of stukken werden ingediend;
- f) de identiteit van andere personen die zouden opgeroepen of gehoord worden zijn door de kamer en, in voorkomend geval, de verklaring van deze personen;
- g) de aard van de getroffen beslissing.

Het zittingsblad wordt door de voorzitter en de secretaris ondertekend.

Art. 21. Wanneer het verzoeken om advies betreft als bedoeld in artikel 39 van de wet van 1 augustus 1985, doet het secretariaat de kennisgevingen bepaald in artikel 55 van het koninklijk besluit van 18 december 1986, nadat die verzoeken werden ingeschreven in de algemene rol overeenkomstig artikelen 4 en 5 van onderhavig reglement.

Het geeft eveneens kennis aan de andere partijen van elk stuk dat achteraf door één van de partijen wordt neergelegd.

Het secretariaat vult in voorkomend geval het dossier aan en zendt het aangelegde dossier aan de voorzitter van de Commissie met het oog op de toewijzing van de zaak aan een van de twee kamers.

De voorzitter van de kamer wijst een verslaggever uit de leden van de kamer aan. De verslaggever heeft tot taak het dossier te behandelen en verslag uit te brengen aan de kamer. Hij bezit daartoe dezelfde machten als voor het onderzoek van de aanvragen tot toekenning van een hulp.

Art. 22. Onderhavig huishoudelijk reglement werd vastgesteld op 21 mei 1987 door de Commissie, zitting houdende in verenigde kamers overeenkomstig artikel 4, eerste lid van het koninklijk besluit van 18 december 1986.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

F. 87 — 1736

4 SEPTEMBRE 1987. — Arrêté royal portant homologation de normes belges élaborées par l'Institut belge de normalisation (IBN)

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal du 30 juillet 1976 relatif à l'homologation ou l'enregistrement des normes rendues publiques par l'Institut belge de normalisation,

Vu l'avis du Commissaire du Gouvernement,

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

N. 87 — 1736

4 SEPTEMBER 1987. — Koninklijk besluit houdende bekrachtiging van Belgische normen uitgewerkt door het Belgisch Instituut voor normalisatie (BIN)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit van 30 juli 1976 betreffende de bekrachtiging of de registratie van de door het Belgisch instituut voor normalisatie openbaar gemaakte normen,

Gelet op het advies van de Regeringscommissaris,